



***The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library***

**This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.**

**Help ensure our sustainability.**

Give to AgEcon Search

AgEcon Search  
<http://ageconsearch.umn.edu>  
[aesearch@umn.edu](mailto:aesearch@umn.edu)

Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

## COMPTES RENDUS DE LECTURE

*WILLIAM COLEMAN, WYN GRANT and TIM JOSLING, Agriculture in the New Global Economy.*

Cheltenham (UK), Edward Elgar, 2004, 201 p.

Écrit par trois auteurs renommés, deux politologues et un économiste, traitant d'une question importante : en quoi l'agriculture est-elle influencée par le mouvement général de mondialisation ? (plus exactement de « globalisation » : ce concept, utilisé en anglais, n'est pas exactement le même que celui de mondialisation, le mot couramment utilisé en français), ce livre très riche n'est pas facile à lire, en particulier parce que la thèse centrale des auteurs et, donc, le fil conducteur de l'ouvrage n'apparaissent pas clairement.

Le propos initial est pourtant exprimé de façon simple dès le début de la préface : l'immobilité de la terre et le caractère local de son utilisation devraient rendre improbable l'intégration de l'agriculture dans les processus internationaux et globaux et, pourtant, les auteurs croient pouvoir démontrer qu'une telle intégration est en cours et qu'elle a des répercussions importantes. Par ailleurs, remarquent-ils, la chaîne agro-alimentaire est devenue un lieu majeur de résistance politique à la mondialisation, particulièrement dans le cas des controverses sur les organismes génétiquement modifiés (OGM). Il faut donc expliciter cette résistance, explication qui relève de ce qu'ils appellent une économie politique globale et à laquelle ils veulent apporter une contribution.

Le livre comprend sept chapitres. Une introduction assez longue est centrée sur le concept de globalisation/mondialisation, introduit d'abord sur un exemple très pédagogique, celui de la controverse soulevée en 2002 par le refus du Zimbabwe d'accepter, en pleine période de famine, l'aide alimentaire du Programme alimentaire mondial (PAM) parce qu'elle contenait du maïs transgénique en provenance des États-Unis. Les auteurs discutent alors les dimensions économique, politique et culturelle de la mondialisation, puis présentent, sans beaucoup de justifications, le plan des chapitres suivants. Le deuxième chapitre présente une première dimension économique de la mondialisation, décrivant de façon détaillée et fort intéressante l'expansion du commerce international, les changements dans la chaîne agro-alimentaire et dans les industries d'amont et les implications de ces changements pour les agriculteurs. Le chapitre suivant, intitulé « Technologie et résistance politique », décrit d'autres dimensions assez disparates du processus de mondialisation : la tendance à l'industrialisation de l'agriculture, la mobilisation politique des consommateurs autour des questions d'alimentation, les impacts possibles des biotechnologies sur l'agriculture et les débats politiques ainsi soulevés, allant jusqu'à la contestation de la légitimité des prises de position purement scientifiques, expliquant ainsi comment « la chaîne agro-alimentaire est devenue et promet de demeurer un lieu majeur de résistance politique à la mondialisation ».

Le chapitre 4 traite de la globalisation des idées. Deux concepts empruntés aux sciences politiques, celui de « communauté épistémique » (Haas, 1992)<sup>1</sup> et celui de « paradigme politique » (Hall, 1993)<sup>2</sup>, structurent un discours cohérent et original. Les auteurs voient dans le consortium international IATRC (*International Agricultural Trade Research Consortium*) une institutionnalisation de la communauté épistémique traitant des échanges internationaux de produits agricoles et des négociations, au GATT puis à l'OMC, concernant ces échanges. Cette observation paraît convaincante ; il s'agit bien d'un lieu où se rencontrent les « professionnels » faisant autorité dans le domaine académique et légitimant le processus de libéralisation des échanges agricoles, processus certes lent et chaotique aux yeux de certains, mais apparemment irrésistible depuis une quinzaine d'années. Quant au concept de paradigme politique, ensemble partagé et cohérent de valeurs, de principes et de normes façonnant l'identification par les responsables politiques des problèmes à résoudre et le choix des instruments pour ce faire, il permet aux auteurs de bien éclairer les débats de politique agricole aujourd'hui et leur évolution depuis quelques décennies. Reprenant une typologie proposée antérieurement par Josling, les auteurs proposent quatre paradigmes politiques : la dépendance de l'agriculture, l'agriculture compétitive, la multifonctionnalité et la production mondialisée. Dans le premier, le secteur agricole est considéré comme ne pouvant pas concurrencer les autres secteurs pour l'accès aux ressources productives, ni les secteurs agricoles des pays outre-mer. Le secteur est alors dépendant du gouvernement pour lui fournir un marché sûr. Dominant dans les pays de l'OCDE après la Seconde Guerre mondiale, il prévaut encore aujourd'hui au Japon et en Corée. Pour les tenants de l'agriculture compétitive, le secteur n'a besoin que d'un gouvernement qui assure le respect des règles de la concurrence et éventuellement fournit un filet de sécurité à ceux qui ne sont pas compétitifs afin qu'ils aient le temps de s'adapter. Il s'agit du paradigme adopté par les pays exportateurs dotés de ressources foncières abondantes et situés surtout dans les régions tempérées. Le paradigme de l'agriculture multifonctionnelle, élaboré principalement en Europe, assigne à l'État le rôle de soutenir la production des biens publics susceptibles d'être produits par le secteur agricole. Quant au paradigme de la production mondialisée, il est le plus récent et encore en cours d'élaboration. Dans cette perspective, l'agriculture n'est qu'un chaînon dans les filières agro-alimentaires soumises aux exigences nouvelles des consommateurs, en termes de sécurité des aliments et de garantie sur les procédés. Ces exigences amènent à mettre un accent tout particulier sur la traçabilité et à définir comme tâche principale des pouvoirs publics l'établissement de standards de sécurité et de qualité ainsi que la régulation des relations contractuelles entre les agents au sein des filières.

Après un cinquième chapitre décrivant la place de l'agriculture dans les négociations multilatérales, au GATT puis à l'OMC, et dans les accords régionaux de libre-échange, les deux derniers chapitres sont consacrés à une autre contribution originale des auteurs : l'utilisation du concept d'espace politique transnational, ses acteurs et sa structure, pour interpréter les débats actuels et prévoir leur évolution possible. Le repérage des principaux acteurs est devenu pratique courante dans les recherches contemporaines en économie politique. Le mérite des auteurs est d'en faire un inventaire sur la scène internationale contemporaine dans leur chapitre 6. L'analyse de la structure de l'espace politique transnational, faite dans le dernier chapitre, est originale, mais pas entièrement convaincante. Je ne vois pas bien la justification du placement des acteurs dans un rectangle et

---

<sup>1</sup> Haas, Peter (1992), «Introduction : epistemic communities and international policy coordination», *International Organisations*, 46 (1), pp. 1-36.

<sup>2</sup> Hall, Peter (1993), «Policy paradigms, social learning, and the State», *Comparative Politics*, 25 (3), pp. 275-296.

en référence à quatre pôles (commerce, sécurité alimentaire, biodiversité, propriété intellectuelle), placés chacun dans un coin de rectangle. De plus ce qu'apporte cette démarche ne me paraît pas évident.

Cette réserve est liée, me semble-t-il, à la principale critique que l'on peut faire à cet ouvrage. La thèse centrale des auteurs, on l'a dit, n'apparaît pas clairement. Le livre est surtout une juxtaposition d'éléments<sup>3</sup>, dont certains sont certes fort intéressants, reflétant la grande expérience des auteurs et leur perspicacité d'observateurs et d'analystes. Mais il manque un cadre commun d'analyse. Les contributions disciplinaires des politologues et de l'économiste ne sont pas intégrées dans une approche en termes explicites d'économie politique, situant le jeu des acteurs et les interactions entre eux dans le contexte façonné par les enjeux économiques et les règles institutionnelles. Un exemple particulier peut être utile pour illustrer ce propos qui paraîtra peut-être trop général : on perçoit bien les différences entre les quatre paradigmes politiques proposés et l'on en voit bien la pertinence. Mais le pouvoir explicatif de l'analyse serait beaucoup plus grand si les auteurs cherchaient à comprendre pourquoi et comment un pays passe d'un paradigme dominant à un autre, ce qu'ils ne font pas.

Malgré cette critique, l'ouvrage mérite d'être lu. Il apporte en effet une grande richesse d'observations et de réflexions pertinentes sur un thème important et il ouvre un champ d'investigations, autour des effets de la mondialisation en agriculture, qui a été peu exploré jusqu'à maintenant.

*Michel PETIT*

Institut agronomique méditerranéen, Montpellier

<sup>3</sup> L'examen des références bibliographiques citées est très révélateur de cette juxtaposition ; par exemple, la littérature française en sciences politiques est abondamment citée, mais pas du tout celle des économistes agricoles !